

<http://divergences.be/spip.php?article302>



Morceaux choisis à propos du Forum Social de Nairobi

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 6 (Mars/March 2007) - International - Afrique/Africa -

Date de mise en ligne : mardi 27 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L254xH374/13-4-185e6.jpg>

Paru sur de site de AllAfrica.com

Plaidoyer pour l'arrêt du pillage des ressources naturelles de la RDC (Kinshasa)

Paru dans [Le Potentiel](#) (Kinshasa)

– Membre de la coalition « Dette extérieure de la RDC » et expert au Forum social mondial 2007, Mfuni Kazadi interpelle les acteurs internationaux sur le pillage des ressources naturelles de la RDC et la politique du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.[...]

Il s'attelle, par ailleurs, sur le pillage du Rwanda et de l'Ouganda en RDC particulièrement dans l'exploitation des matières premières, à savoir l'or, le coltan et le bois. Il confirme que le budget de ces deux pays était en croissance au moment où ils ont envahi la RDC. « Ces pays ne pouvaient pas avoir les moyens de soutenir une guerre pendant cinq heures sans autofinancement », a démontré. M. Kazadi a rappelé l'admission de la RDC à l'initiative PPTE en vue de l'annulation d'une bonne partie de sa dette extérieure. Il est revenu sur différentes réformes imposées à la RDC par divers bailleurs de fonds pour parvenir notamment au point d'achèvement à l'initiative PPTE.

Dans cette réforme, explique-t-il, les bailleurs de fonds ont déréglé toutes les lois congolaises qui protégeaient l'économie de ce pays afin de permettre une grande libéralisation et une globalisation. Conséquences, poursuit Kazadi, les investisseurs étrangers et congolais sont aujourd'hui sur le même pied d'égalité.

Paru sur [Sud Quotidien](#) (Dakar)

– Les Chinois investissent en masse, sans états d'âme sociaux ni écologiques.

des relations sino-africaines et des OPA en cours sur les richesses du continent, que Manji, directeur du Pambazuka news (1), résume ainsi : « L'arrivée massive de la Chine peut donner des marges de manoeuvre aux Africains face aux gouvernements, aux firmes occidentales et aux institutions financières, comme elle peut mettre ses propres intérêts en avant, sous couvert de prêts préférentiels, de dons non conditionnés et d'annulation de dettes, et préparer le terrain à un nouvel hégémonisme. »

« Pure propagande ». Ecologistes, économistes, experts en droits de l'homme de la société civile africaine planchent plutôt pour la seconde option. Le « nouvel ami » de l'Afrique est partout. Il lance des satellites nigériens et construit des hôpitaux au Kenya, agrandit des ports au Cameroun ou cultive des fermes zambiennes. Il aime surtout aider à développer le secteur des matières premières, à commencer, bien sûr, par le pétrole. « Le droit au développement de la Chine passe-t-il par le droit de fouler les droits d'un continent ? » lance un Suédois, professeur en développement. « Partenariat ou changement de propriétaire », s'interroge un militant angolais ? A écouter Daniel Ribero, environnementaliste, c'est tout vu. « Au Mozambique, la Chine s'octroie des coupes massives de bois sans permis, construit des barrages géants sans consultation, lamine les fonds par des pêches intensives. » Ali Askouri, directeur d'une ONG basée à Londres, revient du Soudan. « Pékin jure qu'il n'interférera pas dans les affaires internes, mais appuie le pouvoir dictatorial en place. Pour sécuriser les extractions de pétrole, il n'hésite pas à faire venir des soldats de l'armée chinoise et à laisser massacrer des milliers de villageois. »

C'est à ce moment-là que des associations chinoises kidnappent le débat. Une « militante » rappelle qu'il y a dix ans « la première ONG environnementale a été créée et a poussé le gouvernement à adopter des lois très protectrices ». Veut croire que le « vent de liberté qui souffle » va permettre de « démocratiser ses rapports avec l'Afrique ». Une autre assure : « Nous ne sommes pas un pays colonisateur, encore moins un pays néocolonisateur, des convergences sont possibles. » Ou : « En commerçant, on va vous développer. » « Un monument de pure propagande, hurle un Américain. Au plus grand sommet sino-africain jamais organisé à Pékin il y a deux mois, les

ONG étaient interdites ! » « Il n'y a pas de démocratie, pas de syndicats, pas l'ombre d'un vrai échange Sud-Sud avec l'Afrique », s'égosille un Chinois activiste des droits de l'homme de Hongkong. Un Sud-Africain : « Les leaders africains raffolent des investissements chinois parce qu'ils n'imposent aucune conditionnalité, contrairement aux occidentaux. Arrêtez vos conneries sur le partenariat possible. »

Christian LOSSON

[Sur le blog de Libération](#)

– La parole a Wangui, du Parlement des Peuples, une sorte de forum, justement, qui se tient depuis 15 ans dans un parc du centre ville :

« Depuis 15 ans, nous nous rencontrons tous les jours. C'est ce que nous voulions faire avec vous, mais aucun d'entre nous ne le pourra, parce que nous sommes pauvres. 500 shillings, c'est une semaine de nourriture. Pour parler avec vous, nous devons donc renoncer à nourrir nos enfants. Quand les riches se réunissent en Suisse, nous ne pouvons venir : nous n'avons pas de Visa. Vous, vous êtes venus à nous, nous donnant l'espoir de pouvoir vous rencontrer. Mais nous ne le pouvons pas. Le forum est trop loin pour que nous puissions marcher et vous écouter de l'extérieur. Nous sommes ici. Nous avons des choses à dire. Nous pensons. Nous pouvons vous aider. Nous sommes intelligents. Nous sommes bien élevés.

« Nous aurions pu partager avec vous. Mais nous avons commis le crime ultime d'être pauvres, et notre punition, c'est de devoir rester chez nous pendant que vous êtes là. Bienvenue au Kenya, sentez-y vous comme chez vous. Mais n'oubliez pas qu'il y a des Kenyans qui sont chez eux, mais qui ne sont pas bienvenus ».

Nicolas Haeringer

– Le FSM, c'est pas pour les (trop) pauvres

A Nairobi, l'insécurité est devenu au fil des jours un véritable sujet de préoccupation. Trois sacs fauchés sur le stand du CRID, le matériel de Zoul, un militant d'Indymedia (Média alternatif), volé arme au poing et ainsi de suite... Ces dizaines de faits divers justifient sans doute pour le Comité kenyan la forte présence dans l'enceinte même du FSM, à la fois de militaires armés d'AK47, de la police (des cellules de détention existent dans Kasarani, l'endroit où se déroule le FSM, certaines ont même été utilisées) et de gardes privés armés de longues matraques en bois massif.

« Sans eux, cela aurait pu être bien pire », lâche un participant regardant d'un air suspicieux les enfants des bidonvilles qui circulent par petits groupes.[...]

A côté de personnes qui ont moins de un euro par jour pour vivre et nourrir leur famille, il est normal qu'un participant - même s'il fait partie des couches défavorisées de la société dans laquelle il vit - paraisse riche. Il n'est par contre pas normal qu'un exclu de la société soit aussi exclu d'un Forum social et que la pauvreté soit diabolisée comme cela a parfois été le cas ici.

Laurent Jesover

[Paru sur le site de "Le Quotidien Mutations 'Yaoundé, Cameroun\)](#)

La capitale kenyane s'est également illustrée par un mécontentement progressif, d'abord des jeunes, puis des Kenyans dans leur ensemble. Isolés au gymnase du moi International Sports Centre, les premiers ont constaté que leurs activités n'intéressaient personne. Leur site se trouvait non seulement à 700m, mais aussi excentré du principal

lieu des manifestations. De surcroît, il fallait payer dix dollars par jour (soit près de 700 Shilling kenyans, environ 5500F Cfa), alors que l'hébergement dans le camp de la jeunesse a toujours été gratuit lors des précédents forums sociaux.

Tandis que les seconds ne comprenaient pas qu'on puisse leur demander de payer sept dollars (500 Ksh, la monnaie locale, soit près de 4000 Fcfa) pour participer à toutes les activités, quand la majorité de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Alors qu'il s'agit d'un forum pour "pauvres". C'est certainement pour cela que 10.000 Kenyans ont participé sur les 46.000 inscrits. Pourtant le comité local en attendait 50.000.

Pour le comité d'organisation, la situation s'explique par le fait que le gouvernement kenyan n'a rien donné pour l'évènement. "Le gouvernement a promis nous donner 25 millions de shilling kenyan (soit près de 368.000 dollars, 184 millions de Fcfa). Mais, nous n'avons rien reçu. Même les achats effectués n'ont pas été détaxés, comme l'avait promis le gouvernement", a justifié le Pr. Edward Oyugi, président du comité d'organisation local. En outre, "estimé à 400 millions Ksh (soit près de 6 millions de dollars, 3 milliards de Fcfa) au départ, le budget a été ramené à 200 millions Ksh, (soit près de 3 millions de dollars, 1.5 milliard de Fcfa). Nous n'en avons reçu que 120 millions Ksh (soit près de 1,8 millions de dollars, 900 millions de Fcfa)", poursuit-il.

Priscille G. Moadougou

Bilan du FSM de Nairobi

[Trouvé sur le site de Alternatives-Canada](#)

– À 57 000, le nombre de participants n'a pas atteint les records de Mumbai ou de Porto Alegre. Il n'en fallait pas plus pour que les médias en concluent que le mouvement altermondialiste « s'essouffle »

– Quelques incidents ont pris beaucoup de place dans la couverture médiatique de ce septième Forum social. D'abord, le coût d'entrée (10 \$) imposé aux Kenyans, jugé « prohibitif » par certains. Les manifestations spontanées ont rapidement forcé le comité organisateur à revenir sur sa décision et à ouvrir toutes grandes les portes du FSM à la population.

– Le mouvement syndical ressort très emballé de ce forum social. « Pour la première fois, le forum syndical n'a pas été tenu en parallèle au forum social », explique Jacques Létourneau. « Son inclusion dans le FSM signifie un réel rapprochement. Peut-être que le mouvement altermondialiste hésitait à inclure les questions du travail dans leur lutte au néolibéralisme. On note une bonne ouverture de ce côté. »

– La venue du Forum social mondial au Kenya aura sans aucun doute eu un impact majeur sur le mouvement social kenyan. « Des membres du comité organisateur nous expliquaient que pour la première fois, des associations de gais et lesbiennes ont donné une conférence de presse publique, relate M. Lambert. Sur un continent où l'homosexualité demeure totalement taboue, jamais ces militants n'avaient osé s'afficher publiquement. L'arrivée du mouvement altermondialiste les a motivés »

« Mais il y a une limite à vouloir mesurer, là, immédiatement, les impacts du Forum social de Nairobi, poursuit Michel Lambert. Les retombées ne peuvent être analysés que sur le long terme. Il faut donner du temps au temps afin d'évaluer ça intelligemment. En fait, il faudrait un deuxième FSM en Afrique. En 2001 au premier forum social, ils étaient 15 000 personnes à Porto Alegre. En 2005, plus de 125 000 ! Entre les deux, il s'en est passé des choses en Amérique latine... En fait, la moitié des pays ont basculé à gauche ! »